# Émigration politique hongroise après la Seconde guerre

MIKLOS NAGY (Université de Szeged)

La première vague d'émigration la plus importante du 19e siècle s'est déroulée en 1849-1850, suite à l'écrasement de la révolution et guerre d'indépendance de 1848-49. La majorité de ces émigrés a trouvé refuge en Turquie, en Europe Occidentale et aux États-Unis. Bien que la deuxième vague d'émigration des 19-20e siècles, entre 1871 et 1913 ait eu des motifs économiques – plus de 2 million d'émigrés s'établirent aux États-Unis – les autres grandes vagues d'immigration eurent des motifs essentiellement politiques. Ces émigrés furent contraints de quitter leurs pays pour des raisons politiques, considérant leur résidence à l'étranger comme provisoire dans l'espérance de retourner dans leurs pays¹. Les premiers émigrés politiques au 20e siècle ont quitté la Hongrie après les révolutions de 1918-19 ayant peur des représailles des forces contre-révolutionnaires. Ils ont refusé le régime ultraconservateur, antidémocratique, révisioniste dirigé par l'amiral Horthy. La plupart des émigrés ont été accueillis par le Canada, le Brésil, la France, l'Angleterre et la Belgique.

Historique des trois grandes vagues de l'émigration politique hongroise après la Seconde guerre :

- 1. La quatrième vague date de <u>1944-45</u> concerne essentiellement les fonctionnaires de l'État et des officiers de l'armée du régime Horthy et ceux du régime Szálasi qui furent les premiers émigrés vers l'Occident pour échapper aux conséquences de la guerre.
- 2. Les participants de la cinquième vague datant de <u>1947-48</u> furent des hommes politiques, l'aristocratie terrienne, la grande bourgeoisie, les ecclésiastiques qui ont perdu leurs biens à cause de la réforme agraire et des nationalisations et en conséquence de la prise de pouvoir des communistes.
- 3. La sixième vague provoquée par l'écrasement de la révolution 1956 se compose de 200 000 personnes qui ont demandé et obtenu un droit d'asile en Occident, grâce à la sympatie exprimée vis-à-vis de la première révolution antitotalitaire.

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Kázmér Nagy, Elveszett alkotmány [Une Constitution perdue], Budapest, Gondolat, 1984, p. 9.

## L'émigration de 1944-45

Les participants de la quatrième vague furent donc dans la plupart des cas des fonctionnaires de l'État et des officiers de l'armée et de la gendarmerie du régime Horthy et ceux du régime Szálasi qui ont émigré à l'Occident pour échapper aux conséquences de la guerre perdue. Ces personnes ont résisté jusqu'au bout dans le soutien du régime Horthy ou dans celui du régime des Croix fléchés (nazi hongrois) de Szálasi. Parmi les fonctionnaires de l'État et des officiers on trouve plus de partisans du régime Horthy que des fidèles du régime nazi hongrois. Les représentants du régime conservateur de l'amiral Horthy ont joui d'un grand prestige dans cette vague². On y trouve des politiciens qui ont été condamné par des tribunaux du régime Szálasi mais qui ont réussi á fuir au dernier moment hors du pays.

Parmi les émigrés de 1945 les anciens diplomates ont joué on rôle important qui avaient soutenu le maintien de bonnes relations avec les Alliées, l'idée de la sortie de la guerre et de la rupture avec Hitler. Ils ont voulu gagner la faveur des Alliées en essayant de leur faire comprendre les particularités de la situation de la Hongrie, qui fut sous l'occupation allemande depuis mars 1944. Ils ont fait des efforts diplomatique pour justifier que le peuple hongrois n'était pas d'accord avec le maintien de l'alliance militaire avec l'Allemagne nazi<sup>3</sup>. L'ancien ambassadeur de Hongrie à Londres, György Barcza a organisé un Comité pour regrouper les anciens diplomates qui a mis fin à ses activités en novembre 1945 après la reconnaissance diplomatiques officielles du nouveau gouvernement de Budapest.

Cette émigration politique a considéré comme son adversaire politique le gouvernement de coalition de Budapest constitué après les élections de 1945, qui a accepté et s'est même soumis – selon eux – à l'influence communiste. Ils ont présenté la situation politique en Hongrie comme si l'armée russe avait occupé un régime démocratique, respectant les droits de l'homme et des libertés et pas un régime autoritaire, fasciste. Ils ont oublié que l'armée soviétique n'a pas occupé un pays démocratique, mais ils ont remplacé une occupation nazi par une occupation russe introduisant une autre ideologie et pratique antidémocratique, totalitaire<sup>4</sup>.

La caractéristique essentielle de l'idéologie de cette vague fut l'anticommunisme, le conservatisme, l'idéologie chrétien-nationale qui caractérisaient le régime Horthy. Ils ont basé la continuité légale du régime sur la légitimié des dernières élections considérées comme libres qui ont eu lieu en 1939, étant donné que l'Assemblée qui s'est constituée après ces élections n'a pas été dissoute légalement. La référence juridique de cette continuité légale fut l'article XIX de l'année 1937 qui stipulait la constitution d'un Conseil National (*Országtanács*) en cas de vacance de la fonction

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> Gyula Borbándi, *A magyar emigráció életrajza 1945-1985* [La biographie de l'émigration hongroise, 1945-1985], Hága, Mikes International, Budapest, OSZK, 2006, p. 17.

<sup>&</sup>lt;sup>3</sup> *Ibid.*, p. 10.

<sup>&</sup>lt;sup>4</sup> *Ibid.*, p. 8.

de gouverneur (l'amiral Horthy fut contraint de démissionner en octobre 1944 sous la pression des occupants allemands). Cette Assemblée s'est réunie à Altötting en août 1947, en Allemagne et a élu le général Ferenc Kisbarnaki Farkas gouverneur provisoire de la Hongrie. Les autorités des Alliées n'ont reconnu ni la légitimité du Conseil national ni celle du gouverneur provisoire. Ferenc Kisbarnaki Farkas a démissionné de ses fonctions officiellement en mai 1949 alors que le Conseil National ne va cesser son activité qu'en 1957<sup>5</sup>.

L'autre partie de l'émigration, les libéraux, les radicaux et les sociaux-démocrates ont suivi les changements politiques en Hongrie avec un certain sympathie mais il n'ont reconnu la prise du pouvoir des communistes par la force en 1948 que lorsque leurs camarades restés en Hongrie sont devenus aussi victimes des représailles<sup>6</sup>.

La majorié des émigrés de 1945 s'est installée en Autriche et au Sud de la Bavière. Les îlots émigrés se sont constitués à Graz, à Salzburg, à Innsbruck, à Munich, à Landshut, à Passau, à Pfarrkirchen, à Eggenfelden, à Dingolfing, à Gangkofen, à Metten, à Rosenheim<sup>7</sup>.

A partir de 1948 une grande partie de ces émigrés se sont installés dans d'autres pays occidentaux ou ils sont partis pour les États-Unis, pour l'Amérique du Sud ou pour l'Australie<sup>8</sup>.

# L'émigration de 1947-48

Bien que la conférence de Yalta relégua la Hongrie dans la sphère d'intérêt soviétique, les trois années consécutive à la guerre furent cependant celle d'une démocratie relative. Les élections libres de novembre 1945 firent du Parti indépendant des petits propriétaires la première formation de l'Assemblée qui entra en coalition avec le Parti social-démocrate, le Parti national-paysan et le Parti communiste. La coalition réalisa une réforme agraire bousculant les structures sociales ainsi que la nationalisation des entreprises privées. Suite à la réforme agraire et aux nationalisations les groupes sociaux de l'élite du régime Horthy – l'aristocratie terrienne, la grande bourgeoisie, les ecclésiastiques catholiques – ont perdu leurs biens et toute leur influance politique, leur subsistance même est devenue précaire. Plusieurs dizaines de millier de fonctionnaire du régime d'avant-guerre ont été licenciés pour des raisons politiques. Dans la plupart des cas ils furent contraints de quitter le pays.

Dans le contexte de la guerre froide Staline exigea un contrôle absolu sur les gouvernements de son sphère d'intérêt par l'intermédiaire des partis communistes. Le principal artisan de cette politique en Hongrie, Mátyás Rákosi a mis en œuvre la « tactique de salami » qui consistait à morceler successivement les autres partis

<sup>&</sup>lt;sup>5</sup> Nagy, Elveszett alkotmány, op. cit., pp. 60-61.

<sup>&</sup>lt;sup>6</sup> Borbándi, A magyar emigráció életrajza 1945-1985, op. cit., p. 7.

<sup>&</sup>lt;sup>7</sup> *Ibid.*, p. 13.

<sup>&</sup>lt;sup>8</sup> Nagy, Elveszett alkotmány, op. cit., p. 41.

#### MIKLÓS NAGY

politiques. Le Parti communiste arriva en tête aux élections d'août 1947 entachées de fraude. La fusion forcée des communistes avec le parti social-démocrate en juin 1948 donna naissance à un régime à parti unique, copiant servilement le modèle soviétique.

Une partie des émigrés qui ont quitté la Hongrie en 1947-48 n'ont pas opposé forcément au régime politique institué depuis 1945. Ils ont accepté les changements le plus importants qui se sont réalisés, comme la réforme agraire, l'adoption du sysème politique républicain en 1946, ou la suppression des rangs et titres de l'ancien régime ainsi que la transformation de l'ancien structure sociale au profit des classes inférieures.

Les émigrés politiques ont refusé essentiellement l'influence soviétique, les pressions du Parti communiste, la terreur, les injustices, l'oppression. Ce fut les partisans du régime démocratique qui étaient contraints de quitter le pays.

L'ouverture de cette vague d'émigration fut l'émigration forcée du premier ministre, Ferenc Nagy et celle du président de l'Assemblée nationale, Béla Varga en juin 1947, tous les deux représentant du Parti indépendant des petits propriétaires voué à la suppression par les communistes. Après la démission forcée de Ferenc Nagy plusieurs diplomates ont quitté leurs postes et sont restés à l'étranger. Ce fut le cas des ambassadeurs de Hongrie à Washington, à Bern, à Paris, à Vienne, à Bruxelles, et à Rome. Ferenc Nagy et Béla Varga sont partis pour les États-Unis pour créer un Comité National Hongrois représentant légal de l'émigration hongroise. Au cours de la même année Nagy et Varga ont été suivi par d'autres chefs de partis politiques supprimés, comme Dezső Sulyok, président du Parti de Liberté (Szabadságpárt), Zoltán Pfeiffer, président du Parti de l'Indépendance (Függetlenségi Párt), Károly Peyer, chef historique du Parti Social-democrate (Szociáldemokrata Párt), Imre Kovács, secrétaire général du Parti National-paysan (Nemzeti Parasztpárt). Beaucoup de députés, diplomates, rédacteurs de journaux, écrivains ont choisi aussi de quitter le pays<sup>9</sup>.

Contrairement aux émigrés de 1945, les personnes ayant émigré entre 1947 et 1949 sont arrivés individuellement et non pas en groupes, et ils se sont dispersés dans toutes l'Europe ou bien ils sont partis pour les États-Unis. En Europe, ils ont choisi en premier lieu la France, l'Angleterre, la Suisse, les Pays Benelux ou la Scandinavie<sup>10</sup>.

Les membres émigrés du Parlement hongrois de 1947 ont créé à New York en 1948 un Comité National Hongrois avec la participation des anciens membres de l'Assemblée hongroise de 1945 sur la base de l'acceptation du régime politique républicain (article premier de l'année 1946). L'organe exécutif du Comité National

<sup>&</sup>lt;sup>9</sup> Borbándi, A magyar emigráció életrajza 1945-1985, op. cit., pp. 52-53.

<sup>&</sup>lt;sup>10</sup> *Ibid.*, p. 54.

fut un Comité exécutif de 13 membres, présidé par Béla Varga, ancien président du Parlement hongrois<sup>11</sup>.

Contrairement aux émigrés de 1945 les émigrés de 1947 ont bénéficié de la sympathie des gouvernements démocratiques de l'Ouest qui ont reconnu le gouvernement de coalition hongrois issus des élections libres de 1945<sup>12</sup>.

Une des différences entre les émigrés de 1945 et de 1947 fut que les émigrés de 1945 n'ont pas réorganisé leurs anciens partis politiques – sauf les Croix fléchés –, ils ont créé leurs nouvelles formations politiques sans les considérant comme des partis et ils ont lancé leurs propres organes de pressse<sup>13</sup>. Les membres de l'émigration de 1947 se recrutait des hommes politiques qui furent des membres élus de l'Assemblée de 1945 et du Parlement de 1947 ayant contraints de rompre leur carrière politique en Hongrie<sup>14</sup>. Bien qu'il n'y ait que quelques années entre les deux émigrations, un large fossé les a séparés. Dans certains cas les émigrés de 1947 avaient été arrêtés en 1944-45 par les futurs émigrés du régime Szálasi<sup>15</sup>.

Dans le contexte de la guerre froide on a créé le Comité National pour l'Europe Libre (National Committe for a Free Europe) en juillet 1949 – financé par le Congrès des États-Unis – pour le soutien des politiciens démocrates émigrés des pays communistes de l'Europe Central et Orientale. A l'initiative de cette Comité on a organisé la Radio Europe Libre qui a lancé ses premières émissions en été 1951 à partir de Munich. Les émissions régulières en langue hongroise – la Voix de la Hongrie Libre – ont commencé en octobre 1951¹6.

Au début de l'année 1950, le centre de l'activité politique de l'émigration s'est déplacé de l'Autriche et de l'Allemagne vers la France, l'Angleterre, la Suisse et en partie vers la Belgique. Beaucoup ont continué leur itinéraire vers les États-Unis, le Canada et l'Australie. Le centre de l'émigration politique est devenu Paris.

## L'émigration de 1956

Après l'écrasement de la révolution de 1956 200 000 personnes ont quitté la Hongrie qui ont demandé et obtenu un droit d'asile en Occident. Il sont partis vers l'Autriche et la Yougoslavie pour s'établir ensuite dans 29 pays différents dont 14 pays se trouvaient en dehors de l'Europe. Sur les 200 000 émigrés 11 mille sont retournés en se fiant à l'amnistie promise par le régime Kádár<sup>17</sup>. Parmi les pays occi-

13 Ibid., p. 66.

<sup>15</sup> Nagy, Elveszett alkotmány, op. cit., p. 84.

<sup>&</sup>lt;sup>11</sup> Borbándi, A magyar emigráció életrajza 1945-1985, op. cit., p. 61.

<sup>12</sup> Ibid., p. 54.

<sup>&</sup>lt;sup>14</sup> *Ibid.*, p. 87.

<sup>&</sup>lt;sup>16</sup> Borbándi, A magyar emigráció életrajza 1945-1985, op. cit., p. 66.

<sup>&</sup>lt;sup>17</sup> Gusztáv Kecskés D., Menekültek 1956-ban és 2015-ben [Émigrés en 1956 et en 2015], *Heti Világgazdaság*, le 3 octobre 2015, p. 20.

#### MIKLÓS NAGY

dentaux la France a accueilli 12 700, l'Allemagne 15 500, la Grande-Bretagne 21 000, la Suisse 12 000 personnes. La Belgique, les Bays-Bas et la Suède ont accepté 10 000 réfugiés, les États-Unis 40 000, le Canada 26 500, et l'Australie 11 000<sup>18</sup>.

Les réfugiés de 1956 ont été accueilli dans ces pays avec beaucoup de générosités, ils ont joui d'un grand prestige grâce à l' héroisme de la révolution antitotalitaire. Force est de constater que – selon les rechercehes de Julianna Puskás – moins de 5 % de ces réfugiés ont participé effectivement dans les luttes armées et 50-60 % ont quitté la Hongrie pour des raisons politiques, ayant peur des représailles policières ou judiciaires<sup>19</sup>. La plupart des émigrés est parti pour l'étranger pour des raisons économiques, existentielle. L'accueil et l'intégration rapide des réfugiés fut soutenu par la forte demande de main d'œuvre liée à la conjoncture économique des « trente glorieuses ». Cette attitude humanitaire s'explique par l'application des articles de la Convenion de Genève, adoptés en 1951 qui a rendu possible de leur attribuer collectivement le droit de réfugié.

Parmi les émigrés de 1956 on peut trouver plus de personnes – par rapport aux deux autres vagues d'émigration – qui se désintéressaient de la politique, qui ont trouvé leur avenir bouché en Hongrie. Ils avaient l'intention de s'installer définitivement dans leur pays d'accueil et de s'intégrer dans la société. Ils n'ont adhéré à aucune tendance de l'émigration politique, les étudiants ont continué leurs études et les jeunes ouvriers ont retrouvé leurs activité professionnelle. La plupart des communistes émigrés du régime Rákosi ont rompu avec le marxisme et le régime dit de démocratie populaire. C'est ce qui explique que l'émigration hongroise de 1956 n'a pas eu une aile d'extrême gauche caractéristique comme c'était le cas dans l'émigration tchécoslovaque d'après 1968<sup>20</sup>.

Dans la vague d'émigration de 1956 on peut trouver beaucoup d'hommes politiques qui avaient déjà joué un rôle déterminant dans la période de coalition entre 1945-1948 et qui ont participé activement dans la réorganisation de leur parti politique à la fin d'octobre 1956<sup>21</sup>. La plupart des politiciens se sont dirigés vers leurs anciens partis, d'autres se sont efforcés de créer leur organisation d'ancien combattant de 1956. Le Conseil Révolutionnaire Hongrois fondé en novembre 1956 a regroupé les représentants des partis politiques (Parti des petits propriétaires indépendants, Alliance de Paysans Hongrois) et ceux des organisations d'ancien combattants (Comité révolutiommaire des Intellectuels, combattants de la caserne Kilián)<sup>22</sup>.

La scéance inaugurale du congrès du Conseil Révolutionnaire Hongrois a eut lieu à Strasbourg le 5 janvier 1957 sous la présidence de Béla Király chef militaire

<sup>&</sup>lt;sup>18</sup> Borbándi, *A magyar emigráció életrajza* 1945-1985, op. cit., p. 160.

<sup>19</sup> Kecskés, Menekültek 1956-ban és 2015-ben, op. cit., p.21

<sup>&</sup>lt;sup>20</sup> Borbándi, A magyar emigráció életrajza 1945-1985, op. cit., p. 161.

<sup>&</sup>lt;sup>21</sup> *Ibid.*, p. 164.

<sup>&</sup>lt;sup>22</sup> *Ibid.*, p. 165.

de Budapest en octobre 1956. Le Congrès a confirmé les principes représentés par la révolution hongroise, la volonté de l'indépendance et de la liberté, la revendication de la fin de l'occupation soviétique et l'introduction d'un régime démocratique en Hongrie. On a élu le président du Conseil en la personne d'Anna Kéthly, ancien chef historique du Parti social-démocrate, et on a fixé son siège à Paris<sup>23</sup>.

Fin 1957, le Conseil Révolutionnaire Hongrois a cessé son activité et on a réussi à regrouper les membres des assemblées de 1945 et de 1947 et certains représentants de l'émigration de 1956 dans le Comité Hongrois, créé en mars 1958 sous la présidence de Béla Varga<sup>24</sup>. Le Comité a contesté la légitimité du régime Kádár, il s'est efforcé de promouvoir le rétablissement du droit à l'autodétermination de la Hongrie ainsi que l'application des décision de l'ONU relatives à la Hongrie. La « question hongroise » a été débattu plusieurs fois par les instances de l'ONU entre le 4 novembre 1956 et le 20 décembre 1962, qui a été supprimé définitivement de l'ordre du jour en 1964, après la reconnaissance officielle du gouvernement hongrois. La dissolution des organisations de l'émigration politique hongroise a commencé après les accords de Helsinki de 1975, sous la période de la coexistance pacifique<sup>25</sup>. L'attitude de l'émigration à l'égard du régime de Budapest a modifié dans les années 1980. Il critiquait toujours la politique du gouvernement hongrois mais s'efforcait de développer des relations culturelles et d'améliorer les relations extérieures entre la Hongrie et leurs pays d'accueil<sup>26</sup>.

Il faut souligner l'importance des groupes d'émigrés hongrois occidentaux dans le maintien de contact avec les milieux de mouvements d'oppposition hongrois qui se sont développés à partir de la fin des années 1970. Ils ont joué un rôle déterminant dans la formation intellectuelle de ces mouvements d'opposition hongrois par l'intermédiaire de leurs publications envoyées illégalement en Hongrie. Une des plus importantes fut *Le Nouvel Horizont* (Új Látóhatár) édité à Munich depuis 1950 sous la direction de Gyula Borbándi, directeurs des émissions hongroises de la Radio Europe Libre. *Le Nouvel Horizont* a publié des essais littéraires, historiques et politiques. Alors que les *Cahiers Hongrois* (Magyar Füzetek) rédigé depuis 1978 par Péter Kende à Paris avait un profil plutôt politique. Le *Journal Littéraire* (Irodalmi Újság) de Tibor Méray à Paris ainsi que la *Garde National* (Nemzetőr) à Munich rédigée par Tibor Tollas, le *Journal de Vienne* (Bécsi Napló) d'Ernő Deák publié à Vienne ont rendu possibile aux futurs intitiateurs du changement de régime de 1988-89 de faire publier leurs articles<sup>27</sup>.

<sup>&</sup>lt;sup>23</sup> *Ibid.*, p. 168.

<sup>&</sup>lt;sup>24</sup> Nagy, Elveszett alkotmány, op. cit., p. 137.

<sup>&</sup>lt;sup>25</sup> *Ibid.*, p. 7-8.

<sup>&</sup>lt;sup>26</sup> Borbándi, *A magyar emigráció életrajza 1945-1985, op. cit.*, p. 297.

<sup>&</sup>lt;sup>27</sup> Ignác Romsics, *Volt egyszer egy rendszerváltás* [II était un fois le changement de régime], Budapest, Rubicon Könyvek, 2003, pp. 34-35.